

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard TRAVIER

Préemption de la propriété de la SCI La Multicolore - 42 et 44 rue Frédéric Bazille - Cession à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La lutte contre la pauvreté est « *un impératif national fondé sur l'égalité de tous les êtres humains* », comme le rappelle l'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 s'engager avec l'État dans la lutte contre la pauvreté, au regard des caractéristiques du territoire de la Métropole et des réalités sociales constatant l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a été adoptée en Conseil municipal le 5 octobre 2020 et en Conseil de Métropole le 12 octobre 2020.

Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a acté la programmation présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, approuvé les termes de l'avenant 2021 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'Etat et la Ville de Montpellier et décidé l'inscription des dépenses de mise en œuvre du programme au budget de la Métropole.

Les priorités identifiées pour 2021 sont relatives à l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle, la veille sociale. Elles se traduisent par trente actions. L'une de ces actions consiste à lutter contre la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue et d'un lieu pour les grands marginaux.

Dans ce cadre, la Métropole a décidé par délibération du 17 décembre 2020 d'assurer le portage partenarial d'un lieu d'accueil de jour des familles sans domicile, décision de portage renouvelée par délibération du 28 septembre 2021. Or les trois accueils de jour existant sont saturés. Au regard du besoin, il est désormais nécessaire d'être en mesure de proposer un quatrième lieu, visant à permettre de porter une attention particulière aux familles afin qu'elles puissent être reçues en tenant compte de leurs besoins spécifiques.

Le 20 août 2021, une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par la Société Civile Immobilière (SCI) « La Multicolore » d'un immeuble à usage commercial libre de toute occupation, situé 42 et 44 rue Frédéric-Bazille, cadastré section EX 469, au prix de 700 000 € plus 42 000 € de commission d'agence, a été déposée en Mairie de Montpellier.

Cet ensemble immobilier à usage commercial de 540 m² aménagé en rez-de-chaussée, par sa composition et sa localisation, comporte les atouts requis pour l'installation de la structure d'accueil des familles sans domicile. Sa surface aménageable, son accessibilité, à proximité des transports en commun notamment de la ligne 3 du tramway, sa proximité des établissements scolaires, et sa localisation intéressante en termes de maillage du territoire parmi ces structures conduit à en faire un emplacement adapté pour l'accueil du quatrième centre d'accueil de jour.

En plus des prestations habituelles, un accueil de jour visant à la socialisation, à la mise à l'abri avec service de douches, blanchisserie, réception de courriers, viendra à l'appui de l'accompagnement social, dans le cadre du partenariat avec les services de Protection Maternelle Infantile, de planification familiale et d'actions de soutien à la parentalité avec le Conseil départemental de l'Hérault et la Caisse d'Allocations Familiales autour d'activités destinées aux enfants et au soutien du lien parent-enfant.

La Ville, délégataire du droit de préemption urbain sur ce secteur, a exercé son droit de préemption par décision n°VD2021-530 du 2 décembre 2021 au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, afin de réaliser ce quatrième lieu d'accueil, conformément au plan de prévention et de lutte contre la pauvreté dont elle est partenaire aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole. La décision de préemption précise que Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du volet relatif au portage immobilier en vue de la mise en œuvre de cette politique publique, interviendra à l'acte d'acquisition du bien en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement par la Ville.

La rédaction des actes d'acquisition par la Ville de Montpellier auprès de la SCI « La Multicolore » et de revente à la Métropole seront confiés à Maître SPINELLI, notaire à Sète, dépositaire de la déclaration d'intention d'aliéner. L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à l'euro symbolique de l'ensemble immobilier situé 42 et 44 rue Frédéric-Bazille, cadastré section EX 469, à Montpellier Méditerranée Métropole, opérant compensation entre le prix payé par la Métropole en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville de Montpellier et le prix de vente à la Métropole par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-177746-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.